

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

19<sup>ème</sup> année - N° 3349 - Mardi 05 Mars 2019 - Prix : 200 Fc

INTERVIEW EXCLUSIVE AVEC SAID JAFFAR EL-MACELIE

## *"Je suis attaché au respect des règles"*



**ELECTIONS ANTICIPÉES**

### **Hassani Hamadi accuse Azali de vendre Mayotte**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 1er au 05 Mars 2019**

Lever du soleil:  
06h 09mn  
Coucher du soleil:  
18h 31mn

Fajr : 04h 58mn  
Dhouhr : 12h 23mn  
Ansr : 15h 46mn  
Maghrib: 18h 34mn  
Incha: 19h 48mn



## FORMATION MEMBRE DES BUREAUX DE VOTE

## Début des formations pour les agents électoraux à la CENI

A moins trois semaines des élections présidentielles et gubernatoriales, la Commission Electorale Nationale Indépendante

(CENI) vient de lancer les formations des agents électoraux. Samedi dernier, ils ont commencé par les formateurs qui vont par la

suite, former les membres du bureau de vote (MBV), pour pouvoir harmoniser des documents électoraux et un code de bonne conduite des assesseurs et observateurs.

Un atelier d'échange des grands formateurs, organisé dans le cadre du programme de renforcement des capacités des agents de la CENI et des trois CEII ainsi que ceux de la force de l'ordre placés dans le processus électoral a été ouvert samedi dernier au siège de la CENI. Cette étape consiste à harmoniser certains points nécessaires sur les élections, des éclaircissements et de jeter un œil sur les problèmes soulevés à la dernière échéance électorale et trouver des solutions.

Le président de la CENI tient à rappeler que cette formation représente pour tous une étape importante vers la consolidation d'un noyau d'expertise, capable d'assurer le transfert des connaissances et des expériences acquises, aux différents acteurs de ce processus électoral en cours au sein des trois îles, régions et communes respectives. « Il s'agit d'une journée qui peut aider à organiser des élections libres, transparentes, démocratiques et crédibles, tels que les petits-maîtres des missions de la CENI assignées par le code électoral », avance Djaza Ahmed, le président de la CENI.

Ce dernier reste convaincu que cette rencontre permettra d'avoir une meilleure visibilité et une meilleure compréhension des enjeux des prochaines élections couplées. « Le

devoir patriotique incombe à chacun de nous, de créer un environnement propice et paisible pour que l'égalité de chance soit garantie par tous les candidats tout au long du processus engagé », poursuit-il. De son côté, le secrétaire général de la CENI montre que cette formation est une séance qui se réalise pour chaque période électorale. Selon Said Mze Dafine, « il s'agit d'une occasion pour la CENI et les grands formateurs de revoir les projets, les guides et les procédures pour pouvoir harmoniser la façon de se rapprocher des membres du bureau de vote afin de les former. C'est de relever ensemble toute sorte de défis ». Après cette formation, ça sera le tour des assesseurs le 14 mars prochain.

Ibnou M. Abdou



Lancement des formations des agents électoraux à la CENI

## ELECTIONS ANTICIPÉES

## Hassani Hamadi accuse Azali de vendre Mayotte

Hassani Hamadi a tenu son premier meeting dans sa région notamment à Mtsangadjou Dimani. Devant une forte foule venue des quatre coins du pays, le gouverneur en congé accuse le président Azali Assoumani d'avoir vendu l'île comorienne de Mayotte à 50 milliards de Francs comoriens. Hassani Hamadi se réjouit d'avoir recruté plus de 2000 jeunes pendant les 2 ans qu'il était gouverneur de l'île de Ngazidja.

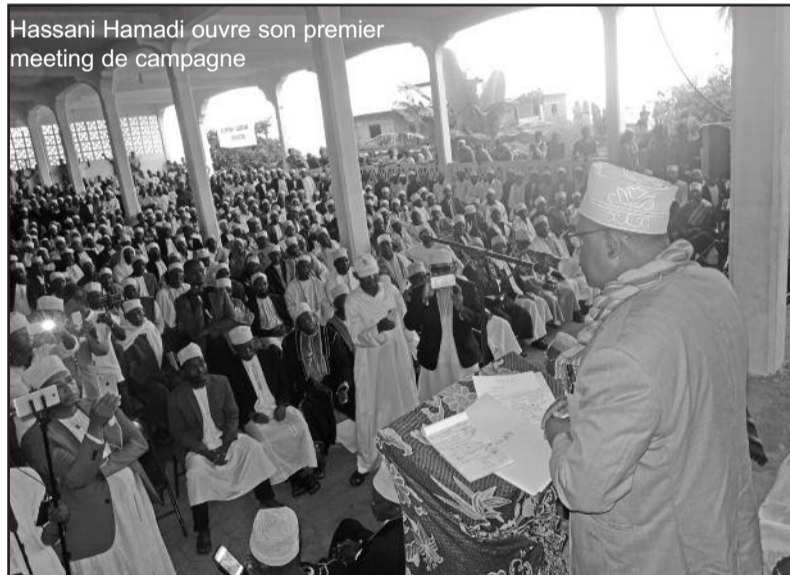
Hassani Hamadi a tenu son premier meeting dimanche dernier à Mtsangadjou Dimani. Le premier meeting du gouverneur en congé a vu la présence des délégations venus des autres îles pour manifester leur soutien à Hassani Hamadi. Devant une foule

nombreuse, il a annoncé ce qu'il a motivé pour briguer la magistrature suprême et ce qu'il a fait pendant les deux qu'il était au Palais de Mrodjou.

« Tout le monde est témoin notamment mes commissaires que plus de 2000 personnes ont été recrutés durant mon mandat. Et plus 1500 sont issus de l'Université des Comores. Cela montre que durant mes 5 ans, certes ce chiffre allait automatiquement augmenter », déclare-t-il. Avant de voir ses comptes bloqués, Hassani se réjouit d'avoir aidé les élèves en créant le lycée d'excellence. « Ainsi, je cherche le pouvoir pour terminer mon mandat de 2 ans restant à Beit Salam », poursuit-il.

Une fois élu, Hassani Hamadi promet de libérer l'ancien rais

Hassani Hamadi ouvre son premier meeting de campagne



Ahmed Abdallah Sambi et l'ancien gouverneur de l'île d'Anjouan, Salami Abdou qui sont incarcérés «

politiquement » et faire revenir l'ancien vice-président Djanffar Ahmed Said au pays. Hassani Hamadi accu-

se devant la foule le président Azali Assoumani d'avoir vendu l'île comorienne de Mayotte à 50 milliards de nos francs aux français. Pour la délégation d'Anjouan, il compare leur candidat comme un des cadis du prophète. « Les anjouanais sont fiers de lui donner leur confiance car nous savons qu'il va respecter son engagement et redonner le pouvoir à Anjouan en 2021 », lance-t-il. Pour la délégation mohélienne, elle voit en Hassani Hamadi leur sauveur pour avoir le pouvoir en 2026. « Une fois Hassani Hamadi élu, il va redonner le pouvoir à Anjouan en 2021 et ce dernier donnera le pouvoir à Mohéli en 2026 », conclut-il.

Ibnou M. Abdou

## ELECTIONS ANTICIPÉES

## Tout est prêt pour le déroulement des élections

Le ministre de l'Intérieur en charge des élections, Mohamed Daoudou s'est entretenu avec la presse samedi dernier. L'occasion pour lui de faire un point sur l'état d'avancement des préparatifs des élections anticipées de mars et avril prochain. Il appelle à la responsabilité de tout un chacun pour le bon déroulement des élections.

Le ministre de l'intérieur en charge des élections a rencontré la presse samedi dernier. C'était l'occasion pour Mohamed Daoudou d'appeler à la responsabilité de tous pour la réussite du scrutin. « Rien ne peut arrêter le déroulement des élections le 24 mars prochain car tout est déjà prêt », lance Mohamed Daoudou alias

Kiki, ministre en charge des élections dans un point de presse dans les locaux de son ministère. Pour le ministre, ce scrutin est programmé avec la loi en vigueur, donc la constitution du 30 juillet 2018. Le premier flic du pays a précisé que toutes les institutions qui doivent superviser le déroulement des élections sont déjà en place.

Promettant des élections inclusives et transparentes malgré la contestation des autres candidats, Mohamed Daoudou revient sur l'état d'avancement des travaux pour l'organisation et le déroulement du processus. Et selon lui, tout est en place. « Nous félicitons la CENI, la Cour Suprême, le CNPA, la société civile et les partis politiques car ils travaillent tous en synergie pour que le processus se déroule dans des

bonnes conditions, qu'il soit un processus transparent et inclusif », renchérit le ministre.

Le ministre démontre que les listes électorales sont remises aux maires qui procéderont aux affichages dans les différentes localités. Il a souligné la mise en place du cadre de concertation constitué des candidats, de la société civile, de la CENI, de la direction des élections et des partis politiques pour accompagner le processus afin d'éviter tout malentendu et prendre toutes les dispositions pour que tous les textes soient respectés. « Il est vraiment déplorable qu'on ait une loi mais ne fait pas mention de celle-ci mais se tourne vers autre chose, c'est ce qui crée les tensions. Ceux qui étaient là ne se referaient pas aux textes mais aujourd'hui ça ne sera pas le cas »,

dit-il avant d'affirmer que « la transparence est là ».

Pour Mohamed Daoudou, c'est la première fois dans l'histoire des Comores que les candidats ont accès à tous les outils nécessaires pour le déroulement des élections notamment l'accès aux listes électorales et tous les textes. Pour la présence du ministre et du président suppléant dans les meetings de la mouvance, Mohamed Daoudou montre qu'il n'est écrit nulle part qu'ils ne peuvent pas y participer.

« Le code n'interdit pas d'assister au meeting d'un candidat qu'on soutient même pour moi, le ministre, il ne m'est pas interdit. Ce qui est interdit c'est d'user des biens de l'Etat à des fins politiques », précise-t-il. Ce dernier démontre qu'avant d'être ministre, il est un citoyen

comorien. Pour ce qui est du déroulement de la campagne, Mohamed Daoudou interdit à toute personne d'enlever une photo ou une bannière d'un tel ou tel candidat. Selon lui, toute personne qui sera attrapée aura une peine sévère. Pour le premier flic du pays, les candidats ne doivent pas être dérangés et doivent être libres de se présenter dans toutes les villes pour battre campagne.

A.O Yazid

## INTERVIEW EXCLUSIVE AVEC SAID JAFFAR EL-MACELIE

**"Je suis attaché au respect des règles"**

*Procédurier, épris du respect des règles, Said Jaffar El-Macelie livre à La Gazette des Comores, dans une interview exclusive dans la presse nationale, les raisons qui l'ont poussé à introduire une requête contre Ibrahim Mohamed Soulé, du Juwa comme lui, à la Cour suprême. De cette décision, il dit ne rien regretter. Il en a profité pour parler des secteurs prioritaires, qu'il compte réformer s'il est élu.*

**Vous avez introduit une requête pour annuler la candidature de Ibrahim Mohamed Soulé du Juwa comme vous ne le regrettez-vous pas ?**

**Said Jaffar El-Macelie :** Je ne le regrette pas du tout, j'avais des motifs qui jusqu'aujourd'hui sont valables parce que je suis attaché au respect des règles. Et pour répondre à votre question, les statuts et le règlement intérieur du parti n'ont pas été respectés. Aucune procédure ne l'a été. Les primaires étaient une mascarade et même le jour où devait avoir lieu l'élection, « les responsables » du parti étaient en train de tripatouiller la liste des électeurs. Nous ne pouvons pas crier que le régime orchestre une fraude, piétine le droit et bafouer nos propres statuts ; je suis intransigeant avec le droit.

**N'avez-vous pas le sentiment que Azali Assoumani pourrait être réélu, en grande partie grâce à vous ?**

**S.J.E :** Je suis candidat, je suis contre Azali et figurez-vous que je me suis engagé dans l'espoir de

remporter ces élections. J'ai décidé de maintenir ma candidature parce que je suis celui qui est à même de respecter les règles édictées par le parti, ainsi que son projet d'ailleurs le programme que je vais présenter aux électeurs en découle. Vous savez, même le plan B (Me Mahmoud Ahamada, nldlr) a été choisi sur de la triche. Devons-nous laisser prospérer ces abus ? Le plan B use de tous les symboles du parti Juwa, tout en allant à contre-courant de ses intérêts. Ibrahim Mohamed Soulé, même si publiquement affirmait que la présidence reviendrait à un anjouanais en 2021, estimait en réalité qu'il fallait qu'il aille jusqu'en 2024. Donc, non je n'ai pas encore une fois le sentiment que Azali pourrait être réélu grâce à moi et je mettrai tout mon poids pour être élu à sa place.

**Qu'en est-il des rumeurs persistantes qui disent qu'en réalité vos recours sont du fait du régime et que c'est celui-ci en tout cas un de ses ministres qui aurait payé votre caution de candidature ?**

**S.J.E :** Ce sont des allégations gratuites et je mets au défi toute personne qui soutient cette thèse là de pouvoir apporter des éléments de preuve. J'ai avec moi les preuves de financement de ma campagne et de la caution de ma candidature. Je suis consultant pour des organismes internationaux, je fais des études qui peuvent me rapporter jusqu'à 10 millions, j'ai des enfants qui me soutiennent. Ce qu'on raconte, ce sont des bobards sans fondements pour me discréditer parce que j'ai décidé de défendre des principes

auxquels je crois, parce que quand il y a des règles, il faut les respecter.

**Il semble que vous ayez rencontré Sambi à plusieurs reprises après la crise suscitée par les requêtes que vous avez introduites, que pense-t-il de tout cela ?**

**S.J.E :** L'ancien président ne souhaitait pas que l'on participe aux élections si nous n'avions pas la certitude de les sécuriser comme ce fut le cas en 2006. Y participer sans cette certitude était pour lui cautionner la réélection du président Azali. Quand le parti a décidé d'y prendre part, il nous a demandé de peser de tout notre poids pour que la sécurisation soit garantie. Maintenant, il regrette qu'il y ait autant de candidats issus du Juwa.

**Ces requêtes semblent avoir fragilisé votre candidature, et au niveau du parti et au niveau de l'opinion publique, comment comptez-vous renverser cette tendance ?**

**S.J.E :** En disant la vérité aux membres du parti. Ils doivent comprendre que je suis le vrai défenseur de notre formation politique. Je défends ses valeurs, son projet ainsi que le calendrier électoral qu'elle a admis.

**La coalition de l'opposition qui compte 11 candidats vous a black-listé, où vous situez-vous ?**

**S.J.E :** Je suis de l'opposition même si certains veulent me discréditer en alléguant par exemple que je suis proche d'Azali Assoumani. C'est regrettable. Et puis je pense qu'il y a un manque de sincérité au

sein de cette coalition. Sinon, comment expliquer que des candidats se disent opposants aujourd'hui alors qu'ils ont soutenu les assises, le référendum bec et ongles ? Et ce que j'ai le plus regretté, c'est de voir Said Larifou, lors du meeting de samedi dernier (meeting commun de l'opposition, nldr) se faire acclamer par des militants du Juwa alors qu'il est à l'origine de la pétition qui a fait emprisonner Ahmed Abdallah Mohamed Sambi. J'en appelle à leur conscience. Donc oui, je suis de l'opposition. Et si je ne suis pas admis second tour, ma consigne de vote ira vers celui qui aura émané des 11 autres.

**Quel est votre programme et les secteurs que vous jugez prioritaires ?**

**S.J.E :** Avant d'arriver aux secteurs prioritaires, je voudrais parler des mesures urgentes parmi celles-ci, il y a le retour à l'ordre constitutionnel de 2001, révisé en 2009. Et il y a évidemment, le sort des prisonniers politiques. Si je suis élu, j'engagerai immédiatement des démarches pour les libérer. Il faut sans doute rappeler que la Cour de sûreté de l'Etat ne fait pas partie des juridictions reconnues du fait qu'elle n'est pas citée par la loi relative aux juridictions des Comores. Pour moi, les décisions de cette juridiction d'exception sont nulles et de nul effet. Il ne s'agit même pas de les gracier puisque moi il n'y a même pas eu de condamnation.

Le Juwa a payé un lourd tribut et j'ai besoin de tous les dirigeants emprisonnés pour la mise en œuvre de mon projet.

J'ai une autre priorité, qui elle est d'ordre économique ; faire en sorte qu'il y ait une meilleure redistribution des richesses envers la population. J'en ai fait un document détaillé dans mon programme qui sera publié très prochainement.

Maintenant, les secteurs prioritaires sont l'éducation, la santé, la sécurité et la justice. Tous ces secteurs sont fortement ébranlés. D'autres réformes sont prévues, comme la fonction publique où l'avancement des fonctionnaires doit dépendre de l'obligation de résultat.

La diplomatie aussi doit être revue, je voudrais rattacher à l'Université des Comores, une école nationale supérieure des formations en diplomatie. C'est une école qui aura deux départements : celui des relations internationales et celui des sciences politiques. Sans oublier la formation continue des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères. Pour l'implantation des représentations diplomatiques, je privilégierai les partenariats multilatéraux. Pour le reste, nous choisirons des points stratégiques afin d'avoir un nombre limité d'ambassades dont nous pouvons assurer le fonctionnement.

Enfin s'agissant de l'Islam, outre l'introduction de son enseignement à l'école avec un programme officiel, je pense fermement que le muftat doit être dépolitisé et le mufti élu par le Conseil des Ulémas qui sera lui doté d'un rectorat islamique. Cette institution religieuse doit être indépendante et ne plus être utilisée à des fins politiques.

Entretien réalisé par Fsy

## ELECTIONS ANTICIPÉES

**Les textes régissant les élections exposés à la communauté internationale**

*Le ministre des affaires étrangères a reçu hier lundi la communauté internationale pour échanger sur le processus électoral. Dans cette rencontre, Soeuf Mohamed Elamine a présenté au corps diplomatique les lois qui doivent s'appliquer aux élections anticipées de mars et avril prochains.*

Les élections présidentielles et des gouverneurs des îles vont se dérouler le 24 mars et 21 avril. A cet effet, hier dans la matinée, le ministre des affaires étrangères au côté du ministre de l'intérieur en charge des élections a reçu la communauté internationale pour en parler. Soeuf Mohamed Elamine leur a exposé les lois qui doivent s'appliquer tout au long de ce processus électoral. « Comme on s'attend à des élections le 24 de ce mois,



le cadre de concertation se réunit pour discuter sur le déroulement. Aujourd'hui, c'est le ministre des affaires étrangères, Soeuf Elamine qui a reçu la Communauté internationale pour présenter les textes

régissant le processus électoral. Une initiative à saluer », déclare Mohamed Daoudou, le ministre de l'intérieur en charge des élections. « Notre souhait est que les élections se déroulent de manière transparente et

crédible », poursuit-il.

De son côté, l'ambassadeur d'Afrique du Sud Mbulelo Bungane qui parle au nom de la communauté internationale a montré qu'ils sont d'accord avec les textes présentés par le ministre des affaires étrangères et celui en charge des élections. « On est pleinement d'accord avec les textes qui nous sont présentés tout à l'heure. Et j'ai la conviction que si les élections respectent l'entente de cette rencontre, tout se passera bien », avance ce diplomate sud-africain.

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur en charge des élections a également informé que des organisations telles que la Commission de l'Océan Indien (COI) et la SADC ont proposé de venir observer le déroulement du double scrutin. Des demandes qui ne posent pas de problème selon Mr Election. « Toutes organisations

et journalistes qui souhaitent jouer le rôle d'observateurs aux élections doivent demander l'autorisation du gouvernement et se soumettre sans contestation aux lois en vigueur », précise-t-il.

Toujours dans le cadre des élections anticipées, une mission d'information de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) séjourne aux Comores depuis le 27 février dernier. Cette mission, qui fait suite à une requête des autorités comoriennes dans le cadre de l'évaluation du processus électoral en cours, s'entretiendra avec les différentes parties prenantes, notamment la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la mouvance présidentielle, l'Union de l'opposition et la société civile.

Kamal Gamal



**APPEL A MANIFESTATION D'INTERET  
(SERVICES DE CONSULTANT)**

**UNION DES COMORES**

**BANQUE CENTRALE DES COMORES**

**PROJET DE CREATION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LE DEVELOPPEMENT  
DE LA FINANCE ISLAMIQUE EN UNION DES COMORES**

**1. Le préambule**

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un Don de la Banque Islamique de Développement pour le financement d'une Assistance Technique en vue de créer un environnement favorable pour le développement de la finance islamique notamment à travers un cadre légal, réglementaire, chariatique et de supervision des banques islamiques et institutions de microfinance.

La Banque Centrale des Comores, qui a été identifiée comme l'agence d'exécution de ce projet, à l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de recrutement d'un consultant pour l'assistance technique.

De manière générale, il s'agira de doter la Banque Centrale des Comores des capacités pour superviser les activités de finance islamique en Union des Comores.

**2. Les livrables**

Il s'agira plus spécifiquement, de fournir une assistance technique comprenant un paquet de services (ou livrables) comme suit :

- \* Etude de faisabilité sur le développement d'un marché des capitaux, incorporation des institutions financières et de développement non bancaire, etc.
- \* Préparer une étude stratégique pour le développement de la finance islamique dans le pays. L'étude doit tenir compte du développement de tous les secteurs de la finance islamique: Takaful, Sukuk, Awqafetc
- \* Améliorer le cadre réglementaire et de supervision pour le suivi des activités des différents sous-secteurs de la finance islamique,
- \* Elaborer un modèle d'opérations pour le comité de Sharia (national ou individuel)
- \* Former le personnel de la Banque Centrale et les autres institutions concernées

**3. Les missions**

La principale fonction du consultant sera de travailler sous l'autorité de la Direction de la Surveillance Bancaire et de la Réglementation et en étroite coordination avec d'autres institutions compétentes en Union des Comores pour la réalisation de ce travail.

A la fin de sa mission, le consultant organisera un atelier au profit de toutes les parties prenantes, en particulier les agents de la BCC, le Ministère de l'Economie et des Finances pour présenter et discuter de l'étude et apporter ses recommandations.

**4. L'éligibilité**

La Banque Islamique de Développement invite à cet effet, pour le compte du Gouvernement de l'Union des Comores les consultants éligibles à indiquer leur intérêt dans la fourniture de ces services. Les Cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « *Guidelines for the Use of Consultants under Islamic Development Bank Financing (current edition)* » disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.isdb.org>

**5. Les coordonnées pour inscription**

Les consultants Intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse ci-dessous pendant les heures de bureau (7h30 à 15h00).

Il est à noter que l'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part de la Banque Centrale des Comores de l'inclure dans la liste restreinte.

Les expressions d'intérêt doivent être livrées à l'adresse ci-dessous avant le 20 mars 2019 à 15h00 à l'adresse suivante :

**Banque Centrale des Comores**

**Projet d'Appui à la Finance Islamique**

Place de France. BP 405 MORONI

Standard à l'entrée du nouveau bâtiment

TEL : (269) 773 18 14 - (269) 773 10 02 – FAX : (269) 773 03 49

E-mail : [secretariat@banque-comores.km](mailto:secretariat@banque-comores.km)

## DISPARITION DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DES SEYCHELLES

## Seychelles/Comores : 2 Révolutions, 2 destinées

Le mercredi 27 février 2019 a été annoncé le décès de France-Albert René, président des Seychelles de 1977 à 2004, à l'âge de 83 ans. Comme l'a déclaré Danny, actuel président des Seychelles, France-Albert René est un révolutionnaire qui avait à cœur son pays et son peuple. Architecte du miracle Seychellois, France-Albert René est une des figures emblématiques de l'indépendance de cet archipel de 115 îles, peuplé de près de 100 000 habitants et situé juste au dessus des Comores.

Il est une des personnalités de premier rang dans le combat pour l'indépendance de son pays, alors colonie britannique. Il s'installe d'abord en Tanzanie avec les militants de son mouvement de libération. Il se lie d'amitié avec les chefs des mouvements de libération de passage ou installés notamment le Comorien Abdou Bakari Boina du Molinaco, Agostino Neto d'Angola, Marcelino Dos Santos et Eduardo Mondlane du Mozambique, Amilcar Cabral de Guinée Bissau, Alfred Nzo d'Afrique du Sud.

Un an après l'indépendance des Seychelles, M. René, alors Premier ministre, renverse en 1977, le premier président du pays, James Mancham, lors d'un coup d'État sans effusion de sang, et fait de l'archipel un pays socialiste à parti



Albert René et Ahmed Abdallah au Sommet de Vitel (France) en 1983

unique. Il noue des liens très forts avec le président révolutionnaire Ali Soilihi Mtsachiwa qui semble aller dans le même sens que lui. Tout comme la Guinée de Sékou Touré, le président Ali Soilihi dépêche à Mahé, quelques jeunes Comoriens pour participer à la révolution seychelloise. Le fondateur de la République laïque et sociale des Comores exprimait ainsi sa solidarité internationale avec le

peuple frère des Seychelles.

Il essayé de promouvoir et réaliser une politique d'autosuffisance alimentaire, d'éducation appropriée, de santé pour tous et de plein emploi. Toutefois, il n'a pas pu s'inspirer du modèle de développement prôné par France Albert René et ayant permis aux Seychelles d'acquérir son niveau de développement actuel.

Les restrictions des libertés fon-

damentales et des droits des citoyens ainsi que les excès des différents comités révolutionnaires soilihistes ont généré un fort mécontentement et une grande exaspération de la population. Ce qui a entraîné la chute rapide du Mongozi et l'échec de sa révolution.

Pour France Albert René, son héritage restera probablement équivoque mais les Seychellois garde-

ront le souvenir d'un visionnaire qui au cours de sa présidence, a créé diverses institutions sociales et des ensembles de logements pour sa population. Il leur a permis aussi d'avoir un niveau de vie meilleure, de continuer à recevoir une éducation et des soins de santé gratuits, de connaître un chômage faible mais surtout d'avoir permis à son pays d'être reconnu mondialement comme l'une des destinations touristiques les plus prisées.

M. René a fait face à plusieurs tentatives de coups d'État fomentées par Bob Denard et ses acolytes mais a toujours su y face, contrairement à notre archipel. Pour rappel, chez nous, les mercenaires avaient fait de notre pays leur terrain de jeu et leur plateforme de déstabilisation de la région.

Les Seychelles, pays stable ont continué d'avoir des relations diplomatiques au strict minimum avec les Comores mais les Comores n'ont jamais su saisir les liens historiques qui les unissent avec cet archipel situé à quelques encablures des Comores pour développer des échanges véritables d'expériences et de projets fondateurs entre les 2 pays. On continue d'être des voisins qui s'ignorent alors Comoriens et Seychellois ont beaucoup de ressemblances. Puisse nos dirigeants s'inspirer, quelque peu, de l'exemple seychellois dans leur vision.

Mmagaza

## FOOTBALL : CHAMPIONNAT D1, NGAZIDJA

## Face à Vouvouni, Abeilles club déjouent les pronostics

Encore une fois, pour une surprise, le face-à-face entre Enfants des Comores et Abeilles club, en est une. Pronostiqué moins chanceux à l'occasion de la 10e journée du championnat de l'île, tenu à Vouvouni le week-end, le prétendant de Mbudadju a déjoué une prophétie, qui reposait sur une base de nuage. Il s'impose, grâce à un coup de tête lobé de Vija Ababidine (27e, 1-0). Ce but a apporté de l'oxygène supplémentaire aux Abeilles. Elles ont résisté aux multiples actions offensives et menaçantes des locaux.

A Vouvouni le samedi 2 mars 2019, Abeilles club de Mbudadju-Bambao ont fait preuve d'une grande détermination pour déjouer un pronostic, qui reposait sur une logique confuse et en venir à bout des locaux, Enfants des Comores. Le coup de tête lobé de Vija Ababidine, réussie au 2e quart d'heure de la 1ère période, fut fatale (27e, 1-0). Piqués par un sursaut d'orgueil, les Vouvouniens ont renforcé l'attaque et multiplié les actions offensives. Mais, en vain !

Cette victoire rapproche le prétendant au titre de Mbudadju-Bambao au trio de tête (Fc Male, Ngaya de Mde et Volcan de Moroni).

Malgré cette contre-performance, Fundi Albert, un sympathisant endurci d'Enfants des Comores, reste toujours confiant quand à l'avenir de son club : « Écoutez, le championnat est long. Ce week-end, après le but, l'adversaire a défendu dix. Notre équipe est constituée en grande partie par des jeunes qui savourent à peine la cadence de la D1. Ils vont mûrir et se ressaisir, immanquablement. On peut perdre le titre, mais jamais le maintien. Je suis serein et optimiste ».

Le changement de dispositif opéré par Abeilles en 2e période a largement contribué à réduire la marge d'action de l'adversaire, donc à alourdir son jeu. « On a décidé de défendre les trois points acquis. Il nous a fallu empêcher Vouvouni de s'organiser. On l'a bien fait. On leur a laissé peu d'espaces. Le groupe s'est adapté au rythme de la D1. L'équipe s'est réveillée. Notre objectif n'est plus le maintien. On vise le titre et/ou une coupe. Nous

occupons la 4e place derrière le trio Fc Male, Ngaya et Volcan ».

Bm Gondet

Résultats (J10-D1)

Apaches # Volcan (0-1) - Usz #

Elan (2-1)

Enfant des Comores # Abeilles (0-1)

- Jacm # Fc Male (0-1)

- Amicale # Ngaya (1-4)

- Aventure # Usm (1-1)

Calendrier, matches de retard

6e journée à Vouvouni : Enfants des Comores # Aventure club

8e journée à Mbeni : Us Mbeni # Volcan de Moroni



## AVIS DE RECRUTEMENT

Le PNUD Comores recrute un(e) Associé(e)exécutif(ve) de Représentant Résident.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de postuler en ligne suivant :

† Poste de Associé(e)exécutif(ve) :  
[https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=21491&hrs\\_jo\\_pst\\_seq=1&hrs\\_site\\_id=2](https://jobs.partneragencies.net/erecruitjobs.html?JobOpeningId=21491&hrs_jo_pst_seq=1&hrs_site_id=2)

**Le délai de soumission des candidatures est fixé au 08 Mars 2019.**

### Remarques :

- A compétences égales, les candidatures féminines seront encouragées.

- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.



## JOB ANNOUNCEMENT ENGLISH TEACHER TRAINER

The United States Peace Corps seeks qualified candidates for the position of **English Teacher Trainer**. This is a temporary contract position, beginning on or around May 20 and ending on or around August 30, 2019. The majority of the work will take place in Mvouni or Mkazi, Ngazidja.

### POSITION SUMMARY:

The English Teacher Trainer's major duty is to assist the Programming and Training Team (P&T Team) with assuring proper planning, coordination, and facilitation of the Peace Corps Comoros TEFL Certificate sessions during their Pre-Service Training (PST). They will work with other staff to serve as a resource for Peace Corps trainees.

- \* Present or co-facilitate regular TEFL (Teaching English as a Foreign Language) sessions.
- \* Review, design, and/or adapt existing TEFL lesson plans for facilitation.
- \* Co-design Comoros-specific TEFL lessons and materials.
- \* Monitor trainees' progress through weekly tests. Grade individual trainees' papers and provide recommendations for improvement.
- \* Report trainees' progress to the P&T Team on a weekly basis.

\* Assist the P&T Team with logistics for all TEFL Training of Trainers sessions and events. May include materials development (handouts, booklets, etc.), material distribution, and other related tasks.

\*Coordinate trainees' two-week Model School experience. Help to coordinate other special events such as field trips, counterpart workshop, swearing-in ceremony, etc., as directed by the P&T team.

\* Other related activities may be required.

### QUALIFICATIONS:

- \*University degree in English or related fields (Bac+3 or more)
  - \*TEFL certificate from a registered institution is highly preferred
  - \* 5+ years of experience teaching English as a Second/Foreign Language
  - \* Excellent oral and written English skills
  - \* Basic computer skills (Microsoft Word, Excel, and PowerPoint)
  - \* Ability to work under limited supervision with good time management skills
  - \* Experience with TOT (Training of Trainers) is preferred
  - \* Experience planning or organizing training events is preferred
- The position is open to Comorians and others eligible to work in

Comoros. **Interested and qualified applicants for this position should submit the following:**

1. Letter of interest/motivation, in **English**, addressing your experience and suitability for the position
2. A current resume/CV in English
3. + 2 professional references
4. Any other documentation (i.e., copy of TEFL certificate, educational certificates, degrees earned) relevant to this position
5. Copy of identity card or passport
6. Extrait de casier judiciaire

**Complete applications should be sent to [pccomoros@peacecorps.gov](mailto:pccomoros@peacecorps.gov) or delivered to the Peace Corps office at Rive Gauche, Moroni. All application materials must be submitted by 16:00 on Wednesday, March 20, 2019. Incomplete and/or late application will not be entertained, nor applications not submitted in English.**

Only candidates selected for an interview will be contacted. **NO TELEPHONE CALLS PLEASE.**

*The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer*



## JOB ANNOUNCEMENT HOMESTAY & LOGISTICS COORDINATOR

The United States Peace Corps seeks qualified candidates for the position of **Homestay & Logistics Coordinator** for Peace Corps in Mvouni, Ngazidja. This is a temporary contract position, beginning on or around May 2 through August 31, 2019.

### POSITION SUMMARY:

The Homestay & Logistics Coordinator (HLC) is responsible for implementing the homestay program for Peace Corps trainees during their Pre-Service Training (PST). They will oversee the program and direct the search, interviews, and final selection of all host families and alternate host families. The HLC will also oversee logistics and materials at the training site in Mvouni, Ngazidja. This position is full-time and may require occasional weekend or evening work. Major duties include, but are not limited to:

- \* Develops and implements a strategy to identify and select host families in Mvouni
- \* Provides logistics and communication support to trainees and host families during the training period, including visits and helping to resolve various problems
- \* Trains host families on Peace Corps expectations
- \* Provides feedback to Peace Corps about host family challenges and opportunities
- \* Manages daily logistics at training site, including materials, site maintenance, problem solving, etc.

### QUALIFICATION:

- \* High school degree required; university degree preferred
- \* English language proficiency and Comorian language fluency

\*Great knowledge and familiarization with the village of Mvouni and its people

\* Demonstrated experience working at the community level, preferably in Mvouni

\*Positive attitude towards leadership, collaboration, public service, the development of Comoros, and personal integrity

\*Prior experience living or working in a cross-cultural environment

\* Strong interpersonal and teamwork skills

\* Must pass a security verification.

**Interested and qualified applicants for this position should submit the following:**

1. Letter of interest/motivation in **English**, addressing your experience and suitability for the position
2. A current resume/CV in English
3. Names and contact information for 3 professional references
4. Any other documentation (i.e., training certificates, degrees earned) related to the position
5. Copy of Comorian identity card or passport
6. Extrait de Casier Judiciaire

**Complete applications should be sent to [pccomoros@peacecorps.gov](mailto:pccomoros@peacecorps.gov) or delivered to the Peace Corps office at Rive Gauche, Moroni. All application materials must be submitted by 16:00 on Wednesday, March 20, 2019. Incomplete and/or late applications will not be accepted, nor will applications not submitted in English.**

Only candidates selected for an interview will be contacted. **NO TELEPHONE CALLS PLEASE.**

*The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer*



## JOB ANNOUNCEMENT Language and Cross-Culture Facilitator

The United States Peace Corps in Comoros seeks qualified candidates for the position of **Language and Cross-Culture Facilitator (LCF)**. This is a temporary contract position, beginning on or around June 1 and ending on or around August 31, 2019. The majority of work will take place in Mvouni, Ngazidja. Applicants may be required to live in Mvouni during the training period. The LCF may be asked to live in Mvouni during the training period. This position is not full-time, but may require irregular hours including afternoons and weekends.

### POSITION SUMMARY:

The LCF will help to design lessons and teach regular Shikomori language classes (Shingazidja, Shindzuwani, or Shimwali) to small groups of American Peace Corps trainees (PCTs). The LCF will be responsible for monitoring and evaluating trainees' language progress. The LCF will serve as a Comorian cultural informant for trainees, and will participate in other cultural training sessions. They will assist in planning special activities. They will act as a liaison with host families to facilitate trainees' cross-cultural adjustment. The LCF will be responsible for independent lesson planning and classroom facilitation, but will receive support and guidance from other Peace Corps staff.

### QUALIFICATIONS:

- <sup>35</sup>/<sub>17</sub> University degree (Bac+3 or higher)
- <sup>35</sup>/<sub>17</sub> Fluency in Shikomori language (speaking and writing). Please specify if you speak Shingazidja, Shindzuwani, or Shimwali.
- <sup>35</sup>/<sub>17</sub> Ability to work under limited supervision, and to organize and prioritize work schedules
- <sup>35</sup>/<sub>17</sub> Experience working in a cross-cultural setting, preferably with Americans

<sup>35</sup>/<sub>17</sub> Proficiency level of English in speaking, reading, and writing

<sup>35</sup>/<sub>17</sub> Basic computer skills (including Microsoft Word, Excel, and PowerPoint)

<sup>35</sup>/<sub>17</sub> Prior experience teaching Shikomori to foreigners is highly preferred

<sup>35</sup>/<sub>17</sub> Must be willing to live and work in Mvouni, Ngazidja, for the duration of the training

The position is open to Comorians. **Interested and qualified applicants for this position should submit the following:**

1. Letter of interest/motivation, in Shikomori, addressing your experience and suitability for the position
2. A current resume / CV in English
3. Names and contact information for 3 professional references
4. Any other documentation (i.e., educational certificates, degrees earned) relevant to the position
5. Copy of identity card or passport
6. Extrait de casier judiciaire

**Complete applications should be sent to [pccomoros@peacecorps.gov](mailto:pccomoros@peacecorps.gov) or delivered to the Peace Corps office at Rive Gauche, Moroni. All application materials must be submitted by 16:00 on Wednesday, March 20, 2019. Incomplete and/or late application will not be entertained, nor applications not submitted in English.**

Only candidates selected for an interview will be contacted. **NO TELEPHONE CALLS PLEASE.**

*The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer*